

Publication de la vente aux enchères d'un immeuble dans la poursuite

Débiteur : EMERY Charles-André, Rte de la Crête du Louché 5, 3963 Montana

L'office des poursuites du district de Sierre vendra aux enchères publiques, **le mardi 29 octobre 2024 dès 15h00**, à la salle de ventes de l'office, au 1^{er} étage du bâtiment "Le Bourgeois", Av. du Rothorn 2 à Sierre, les immeubles suivants :

Immeubles sis sur la Commune de Crans-Montana (Randogne)

Lot 1

Part de copropriété n° 1749-8-9 : quote-part : 1/11 de la part de copropriété n° 1749-8

Estimation officielle : CHF 100.00

Il s'agit d'une quote-part (1/88) de la parcelle n° 1749 sise principalement en zone de protection de la nature (543 m²) ainsi qu'en zone d'aire forestière (148 m²)

PARCELLE DE BASE ET PART DE COPROPRIETE OBJETS DE LA PART DE COPROPRIETE
N° 1749-8-9

Parcelle n° 1749, plan n° 9, nom local : Les Tsintres, commune de Crans-Montana (Randogne)
Forêt dense 148 m², pâturage 544 m²

Part de copropriété n° 1749-8 : quote-part : 1/8 de la parcelle n° 1749

Les copropriétaires de la parcelle n° 1749 au bénéfice du droit de préemption légal ne pourront exercer leur droit que lors des enchères mêmes et aux conditions de l'adjudication (art. 60a ORFI), et ce pour autant que les copropriétaires de la part de copropriété n° 1749-8 ne fassent pas valoir leur droit de préemption légal, aux conditions précitées.

La réalisation est requise par un créancier saisissant.



Lot 2

Part de copropriété n° 1751-8-9 : quote-part : 1/11 de la part de copropriété n° 1751-8

Estimation officielle : CHF 100.00

Il s'agit d'une quote-part (1/88) de la parcelle n° 1751 sise principalement en zone d'aire forestière (1148 m²) ainsi qu'en zone de protection de la nature (400 m²)

PARCELLE DE BASE ET PART DE COPROPRIETE OBJETS DE LA PART DE COPROPRIETE N° 1751-8-9

Parcelle n° 1751, plan n° 9, nom local : Les Tsintres, commune de Crans-Montana (Randogne)
Forêt dense 1148 m², pâturage 403 m²

Part de copropriété n° 1751-8 : quote-part : 1/8 de la parcelle n° 1751

Les copropriétaires de la parcelle n° 1751 au bénéfice du droit de préemption légal ne pourront exercer leur droit que lors des enchères mêmes et aux conditions de l'adjudication (art. 60a ORFI), et ce pour autant que les copropriétaires de la part de copropriété n° 1751-8 ne fassent pas valoir leur droit de préemption légal, aux conditions précitées.

La réalisation est requise par un créancier saisissant.

Délai de production : 19.09.2024

Les créanciers hypothécaires et les titulaires de charges foncières sont sommés par la présente de produire à l'office, dans le délai de production fixé ci-dessus, leurs droits sur l'immeuble, notamment leurs réclamations d'intérêts et de frais, et de faire savoir en même temps si la créance garantie par gage est échue ou a été dénoncée au remboursement en tout ou en partie, pour quel montant et pour quelle date. Les créanciers qui ne produiront pas dans le délai prévu seront exclus de la répartition, pour autant que leurs droits ne sont pas constatés par le registre foncier. De même, les tiers auxquels un titre hypothécaire a été donné en gage doivent indiquer le montant de leur créance garantie par ce gage.

Doivent être également annoncés, dans le même délai, tous les droits de servitude qui ont pris naissance avant 1912, sous l'empire de l'ancien droit cantonal, et qui n'ont pas encore été inscrits au registre foncier. Les servitudes non annoncées ne seront pas opposables à l'acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Doivent également être annoncés les droits grevant l'immeuble lui-même.

Montant à payer à l'enchère : 12 % du prix d'adjudication (10 % comme acompte et 2 % comme avance sur les frais de transcription). Possibilités de paiement : 1) à l'enchère : en espèce ou par remise d'une garantie bancaire irrévocable et illimitée dans le temps. Les chèques, attestations de financement, relevés de compte ou autres documents similaires ne sont pas acceptés ; 2) avant l'enchère : par consignation, sur le CCP de l'office des poursuites, IBAN CH71 0900 0000 1900 1866 7 (doit parvenir à l'Office au plus tard la veille de la vente). Le solde du prix de vente est à payer dans le mois, avec intérêts à 5 % dès le jour de la vente.

Les conditions de vente, l'état des charges, l'état descriptif et le rapport d'expertise sont à la disposition de tous les intéressés au bureau de l'office des poursuites dès le 15.10.2024.

Les enchérisseurs devront se munir d'une pièce d'identité, et, pour les sociétés, d'un extrait récent du registre du commerce.

En outre, ils sont rendus attentifs aux dispositions de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE).

La présente publication ainsi que le rapport d'estimation peuvent être consultés sur le site internet des offices des poursuites et faillites du canton du Valais à l'adresse www.vs.ch/web/spf/encheres.

Sierre, le 30 août 2024

Office des poursuites du district de Sierre
Jean-Charles Emery, Préposé